

Monitor

Hebdomadaire de référence au Monténégro, **Monitor** a gagné ses galons de journal de qualité durant les années de guerre en Bosnie. On le considérait alors comme le journal le plus critique de Yougoslavie. Dans le contexte particulier du Monténégro, l'hebdomadaire de Podgorica a soutenu le libéral Milo Djukanovic tout en gardant une totale indépendance par rapport au gouvernement. Fort d'une diffusion importante en Serbie jusqu'à ces derniers mois, il est aujourd'hui confronté à une situation paradoxale. Relevant d'une loi monténégrine très favorable à la liberté de la presse, le journal est aussi confronté depuis octobre 1998 à la nouvelle loi sur la presse en Serbie. **Monitor** a été condamné à une amende de plusieurs millions de dinars au simple titre de sa diffusion en Serbie et sa diffusion y est régulièrement entravée, avec exemplaires saisis dans le train au passage de la "frontière" serbo-monténégrine. Il est aussi depuis quelques semaines l'objet de pressions régulières des militaires de l'armée obéissant à Slobodan Milosevic. Le sort de **Monitor** est ainsi suspendu aux résultats de l'affrontement entre Belgrade et Podgorica.

Les pressions de l'armée

Les journalistes de **Monitor** n'en reviennent toujours pas. Les policiers de faction à l'entrée du local de la rédaction ne sont pas là pour les arrêter mais pour les protéger. Le 18 avril, le fondateur du journal, l'universitaire Miodrag Perovic tombait sous le coup d'une inculpation de la justice militaire yougoslave. Le motif de cette poursuite était alors inconnu, le juge d'instruction près le Tribunal militaire de la IIème Armée yougoslave expliquant trois semaines plus tard qu'il lui est reproché des propos tenus dans le numéro du 16 avril 1999 de **Monitor** : « *L'Armée yougoslave défend héroïquement la patrie de l'aviation de l'OTAN. Elle attaque avec des tanks et des voitures blindées les citoyens de son propre pays, elle jette des colonnes remplies d'enfants et de vieillards vers les frontières, qu'elle est censée défendre de par la loi* ». Lorsque la police militaire s'est présentée dans les locaux de **Monitor**, le 18 avril, Miodrag Perovic n'était pas là et ses collègues ont refusé de prendre la citation à comparaître. Quelques jours plus tard, Miodrag Perovic et Nebojsa Ridzic, rédacteur en chef de la radio Antena M, lui aussi recherché, tenaient une conférence de presse : « *nous combattons le régime de Slobodan Milosevic depuis dix, il est hors de question que nous nous soumettions à la censure militaire, ce qui reviendrait à nous transformer en journalistes du régime. Plutôt, si nous n'avons plus d'autre choix, nous préférierions cesser de paraître et d'émettre* », expliquait Miodrag Perovic. Et il ajoutait : « *par contre, si vingt militaires se présentent à la rédaction du journal, nous ne pourrons bien sûr pas tenter de résister. Nous respectons les lois du Monténégro, et c'est donc au gouvernement monténégrin de prendre ses responsabilités et d'assurer notre protection* ». Le gouvernement a pris acte de ces paroles, en dépêchant plusieurs hommes de la police spéciale pour garder les locaux des deux rédactions, qui partagent un vieil immeuble près du parc central de Podgorica, la capitale monténégrine. La protection reste précaire, car au Monténégro, deux polices différentes font désormais respecter les lois de deux Etats différents. Si la police monténégrine est fidèle au gouvernement légal de la République et au Président Milo Djukanovic, la police militaire dépend du commandement de l'Armée yougoslave, cantonnée au Monténégro, qui prend bien évidemment ses ordres à Belgrade. A Belgrade, l'état de guerre a été proclamé depuis le début de la campagne de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, et les journaux doivent être soumis à la censure militaire. Le Monténégro a par contre refusé de proclamer cet état de guerre et les publications restent régies par une loi sur l'information très libérale. Deux polices dans un seul pays, c'est pourtant un peu trop pour que les journalistes puissent effectuer leur travail dans des conditions satisfaisantes.

Une indépendance de ton reconnue

Les journalistes de **Monitor** ont déjà une longue habitude de la résistance. Fondé en 1990, l'hebdomadaire s'est imposé dans ce qui apparaissait alors comme la République la plus fermée de la Fédération socialiste de Yougoslavie. En 1988, à l'instigation de Slobodan Milosevic, occupé d'achever sa propre prise du pouvoir au sein du Parti communiste de Serbie, une « révolution anti-bureaucratique » avait déposé le gouvernement légal du pays et les instances dirigeantes du Parti communiste, pour les remplacer par des hommes inconnus, à la solde du nouveau maître de Belgrade. Lorsque l'ancienne Yougoslavie se disloque, en 1990-1991, il ne se passe pas grand-chose au Monténégro, totalement aligné sur la Serbie. L'équipe de **Monitor** profite pourtant de la libéralisation formelle qui lui permet de créer le titre. D'emblée, le journal entretient des relations de connivence politique avec le Parti libéral du Monténégro (LSCG), seule formation à prôner l'indépendance du Monténégro. Pour autant, le journal est indépendant, et débute son aventure dans la plus grande précarité financière. **Monitor** ne tarde pas à entrer dans le petit cercle des publications indépendantes des différentes républiques yougoslaves. Les rédacteurs de Vreme à Belgrade, aussi bien que de Danas à Zagreb, Mladina à Ljubljana et de **Monitor** à Podgorica, sont tous porteurs du même héritage politique et culturel : ils soutiennent les mouvements aspirant à des réformes démocratiques de la Fédération yougoslave, mais pas à son éclatement. Anciens opposants au parti unique, ces journalistes partagent une grande méfiance envers les nationalismes, à commencer par ceux de leurs propres nations. Beaucoup d'entre eux ont collaboré à un des derniers projets « yougoslaves », la chaîne de télévision indépendante Yutel. Certains ont participé à l'aventure de Radio-bateau, une radio anti-nationaliste, installée sur un bateau croisant dans l'Adriatique, financée par l'association française Droits de parole. L'un des piliers de la première équipe de **Monitor**, Stanko Cerovic, installé à Paris, est devenu rédacteur en chef de RFI serbo-croate, qui conserve son caractère « trans-yougoslave ». Plusieurs journalistes ont aussi participé à la création du Réseau d'information alternatif (AIM), une

agence de presse indépendante balkanique, donnant la possibilité aux journaux indépendants serbes de reprendre les analyses de leurs confrères croates. Dans l'hystérie nationaliste dominant en Serbie et en Croatie, tous ces journalistes sont hâtivement qualifiés de « traîtres ».

Soutien à la pluralité nationale du Monténégro

La position politique de *Monitor* est pourtant légèrement différente de celle des confrères serbes ou croates. Le nationalisme serbe ne s'oppose pas à la nation monténégrine, mais il lui dénie toute existence. Les Monténégrins ne seraient que des Serbes qui doivent reprendre conscience de leur « serbitude ». Le Monténégro connaît alors, comme toutes les républiques, un vaste mouvement de redécouverte de son passé historique. *Monitor* se fait en somme le défenseur de l'héritage de Tito, qui avait reconnu un peuple monténégrin distinct du peuple serbe, en même temps qu'il participe à ce mouvement de redécouverte identitaire. Les articles et chroniques historiques foisonnent dans le journal. Même si les Monténégrins sont, tout comme les Serbes, des Slaves orthodoxes, la revalorisation du passé concerne l'histoire de la petite principauté toujours autonome voire indépendante, à l'époque de l'occupation turque des Balkans. Le nationalisme serbe tentera bien d'annexer ce passé, en présentant la principauté ecclésiastique du Monténégro comme le « seul Etat serbe » résistant, mais *Monitor* revient au contraire sur les conditions de l'annexion du Monténégro au nouveau royaume yougoslave, et tente de frayer une voie vers la réinvention d'un projet national dissocié du kitsch nationaliste. Cette idée implique d'accepter la réalité plurinationale du Monténégro, dont la population est composée à 15% de slaves musulmans et près de 10% d'Albanais, alors même que des épisodes de « nettoyage ethnique » à l'encontre des musulmans sont attestés dans le nord du pays.

Le siège de Dubrovnik, en septembre 1991, va servir de catalyseur aux contradictions politiques internes du Monténégro. Alors que la ville dalmate est bombardée depuis le territoire monténégrin, le journal se fait l'écho d'un mouvement citoyen de grande ampleur. A travers *Monitor*, le Monténégro s'excuse auprès de Dubrovnik. Après la création d'une nouvelle République fédérale de Yougoslavie en 1992, réunissant la Serbie et le Monténégro, les années de guerre en Bosnie, qui sont marquées par l'embargo et un isolement sans cesse croissant, sont des années de sombre enlèvement au Monténégro. Le pays semble condamné à suivre en silence le « grand frère » serbe.

A l'instar des médias indépendants qui peuvent subsister à Belgrade, à condition que leur audience ne s'élargisse pas au-delà d'un cercle convaincu et convenu d'opposants, *Monitor* continue de paraître, sa survie financière étant largement assurée par des aides étrangères, provenant d'organisations non-gouvernementales comme Reporters sans frontières, de fondations privées ou de dons d'une partie de la diaspora monténégrine sensible à l'argument identitaire. Beaucoup de Monténégrins d'Amérique sont restés partisans de l'indépendance du pays et de la vieille dynastie royale des Petrovic Njegos. *Monitor* leur paraît être le seul titre défendant ces valeurs monténégrines. Le journal n'est pas soumis à une censure tatillonne, il doit faire l'expérience d'aller à contre-courant quand il dénonce le « nettoyage ethnique » pratiqué par les forces serbes en Bosnie, alors que tous les médias officiels du pays, et notamment les médias audiovisuels, soutiennent la lutte des frères serbes contre le « fondamentalisme islamique » et le « fascisme croate ». *Monitor* est lu à Belgrade par les intellectuels familiers de l'hebdomadaire serbe Vreme, il trouve aussi sa place auprès des milieux indépendants de Podgorica et du Monténégro ainsi que dans les bastions du Parti libéral comme Cetinje, où l'aspiration indépendantiste est forte. Réserve de fait à une élite, le journal n'a jamais brillé par un souci de mise en page et cultive volontiers une certaine aridité, que la précarité financière explique en partie. Au temps de l'embargo, le papier était cher. *Monitor* parviendra pourtant toujours à se faire imprimer, alors que des médias orientés vers le grand public, comme la première radio indépendante Antena M, créée en 1992, sont soumis à des pressions directes beaucoup plus fortes.

L'entrée en scène de Djukanovic

Les accords de Dayton, qui mettent fin à la guerre de Bosnie à l'automne 1995, puis les manifestations de l'opposition serbe de l'hiver 1996-1997, vont rouvrir le jeu politique monténégrin. C'est à ce moment que la « dissociation » du premier ministre Milo Djukanovic devient manifeste. Ce très jeune homme - il est devenu premier ministre en 1989 à 28 ans - était davantage connu pour ses accointances mafieuses que pour ses convictions tranchées. À partir de là, Milo Djukanovic entre en concurrence politique avec le Président de la République Momir Bulatovic. Il s'agit essentiellement d'une bataille d'appareil pour prendre le contrôle du Parti démocratique des socialistes (DPS), mais aussi des organes d'Etat, comme la police. Djukanovic gagne la bataille, et à l'été 1997, il emporte la majorité du DPS, contraignant Bulatovic à former un nouveau Parti socialiste populaire (SNP). Les élections présidentielles d'octobre 1997 sanctionnent cette victoire. Milo Djukanovic est élu Président de la République d'une très courte majorité que les législatives de mai 1998 amplifieront. L'homme reprend à son compte la plupart des thèmes défendus par *Monitor* : démocratisation de fond du pays et affirmation de l'identité monténégrine. Le journal ne lui apporte qu'un soutien discret, restant réservé sur l'authenticité des nouvelles convictions du personnage et de ses partisans.

Dans le domaine de la presse du moins, Milo Djukanovic tient ses promesses. Sous son égide, le Monténégro se dote d'une loi sur l'information particulièrement libérale. Vijesti, un nouveau quotidien indépendant est créé, mais il se révèle bien peu critique envers le nouveau pouvoir, tandis que l'ancien quotidien du Parti communiste, Pobjeda, est maintenant contrôlé par le DPS. Les médias audiovisuels sont également sous le contrôle de Djukanovic, qui nomme un de ses proches à la tête de Radiotélévision Monténégro. *Monitor* et la radio Antena M demeurent les seuls médias viscéralement indépendants, bientôt rejoints par deux autres stations de radio, Free Monténégro et Radio Mir - studio Teuta, basée à Tuzi, qui émet principalement en langue albanaise. Désormais, les médias d'Etat du Monténégro font une large place aux analyses de *Monitor*. Certains « anciens » du journal rejoignent les médias proches de Milo Djukanovic. Podgorica est un gros village de 150 000 habitants où tout le

monde se connaît, et le nouveau régime est en quête de talents. Si les amis proches de Djukanovic monopolisent les hautes charges de l'Etat, avec sa victoire, les milieux « dissidents » monténégrins accèdent aussi largement au pouvoir. Etre journaliste de *Monitor* n'est pourtant pas une sinécure. Les salaires, comme tous ceux de la presse monténégrine, restent bas, très rarement supérieurs à 300 DM. Au Monténégro, vivre de son salaire est un concept généralement oublié depuis une dizaine d'années.

Une loi serbe sur l'information restrictive

L'année 1998 est une année faste pour *Monitor*. Davantage reconnu, le journal est de plus en plus lu en Serbie, où des hebdomadaires comme *Vreme* semblent marquer le pas. Au Monténégro même, ses ventes progressent, pour une diffusion qui se stabilise au-dessus des 10 000 exemplaires. Comme toujours, des aides étrangères, notamment de la Fondation Soros et de US Aid, permettent de boucler les comptes. Le journal reste pourtant tributaire des vicissitudes politiques. En octobre 1998, une nouvelle loi sur l'information publique est adoptée par la République de Serbie. Dans un contexte de grande tension au Kosovo, et alors que les premières menaces de frappes occidentales se précisent, cette loi permet d'intenter des procès sommaires aux rédactions incriminées, en les accusant de « *propager la peur et le défaitisme* », « *d'inciter à la haine raciale religieuse ou à la discrimination ethnique* » (ce sont les médias albanophones du Kosovo qui sont ainsi visés) ou encore de « *menacer les intérêts suprêmes de l'Etat* ». Très vite, plusieurs journaux de Serbie tombent sous le coup de cette loi et sont condamnés à de lourdes amendes. Pour y échapper, plusieurs journaux serbes transfèrent leur raison sociale à Podgorica, mais les exemplaires de ces publications sont généralement saisis à la frontière. Le secrétaire à l'Information de la République du Monténégro, Bozidar Jaredic, dénonce alors, non sans ironie, les « *entraves à la libre circulation des journaux monténégrins en Serbie* ». La liberté de la presse devient l'enjeu d'un bras de fer entre Belgrade et Podgorica. *Monitor*, titre monténégrin, n'aurait pas dû être inquiété par une loi de la République de Serbie, mais sa large diffusion en territoire serbe sert de prétexte à l'intervention de Belgrade. En décembre 1998, le journal est condamné à une amende de plusieurs millions de dinars. Soutenu par le gouvernement monténégrin, qui estime que la condamnation de *Monitor* au titre d'une loi serbe est contraire aux arrangements fédéraux et que ce dernier ne se doit de respecter que les lois monténégrines, le journal refuse de payer. A titre de rétorsion, sa diffusion en Serbie devient bientôt impossible.

Avec le début des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, le 24 mars 1999, la tension politique s'aggrave au Monténégro. Beaucoup, proches du Parti libéral, sont tentés de voir dans les événements l'occasion de se débarrasser enfin d'une tutelle yougoslave par trop pesante. En même temps, se généralise la psychose d'un coup d'Etat militaire orchestré par Belgrade, qui permettrait le retour au pouvoir de Momir Bulatovic. Depuis la fin 1997, Dan, un quotidien proche du SNP de Bulatovic a fait son apparition. Il ne cesse de dénoncer les journalistes étrangers, prétendus « espions de l'OTAN », tandis qu'il accuse aussi des médias indépendants comme *Monitor* de représenter une « cinquième colonne » interne. Les stations qui diffusent les bulletins d'informations étrangers, comme ceux de Radio Free Europe, RFI ou Voice of America sont particulièrement visées. Pour les autorités fédérales de Belgrade, l'état de guerre justifie l'imposition de la censure militaire que refusent les autorités monténégrines. Le sort de *Monitor* est suspendu aux résultats de l'affrontement entre Belgrade et Podgorica.

La presse comme révélateur des tensions

Les autorités monténégrines peuvent-elles défendre leur souveraineté dans leur propre pays quand Belgrade veut faire taire les voix critiques du Monténégro ?

Pour l'actuelle directrice de *Monitor*, Mika Tadic, « *la situation du journal et de la presse libre en général est plus que jamais un révélateur de la capacité réelle du gouvernement à défendre ses propres lois. Nous sommes devenus un enjeu de la partie de poker qui se joue entre la communauté internationale, le régime de Belgrade et le gouvernement du Monténégro* ». Le journaliste Goran Vujovic est plus inquiet : « *déjà Miodrag Perovic a été contraint à se cacher et à fuir à l'étranger. Cela peut être une stratégie des autorités militaires de nous inculper tous les uns après les autres et de nous contraindre à la fuite, comme cela, il n'y aura bientôt plus personne pour faire Monitor, sans qu'il soit même besoin d'interdire le journal* ». Lors de la conférence qu'il avait tenue avant de « prendre le maquis », à la mi-avril, Miodrag Perovic faisait le pronostic suivant : « *le Monténégro sera sauvé si rien de catastrophique ne se produit dans les trois semaines à venir* ». La stratégie de longue durée de l'OTAN fragilise pourtant sans cesse un peu plus la position du gouvernement Djukanovic, et par conséquent celle de la presse libre. Milka Tadic l'explique : « *chaque bombe de l'OTAN qui tombe sur le Monténégro est un point de plus marqué par les partisans de Belgrade, une difficulté supplémentaire pour les défenseurs de la démocratie au Monténégro* ».

A l'automne 1998, le « tout-Belgrade intellectuel » avait fait le voyage du Monténégro pour assister à la première du nouveau film d'Emir Kusturica, « *Chat noir, chat blanc* », dans la petite ville de Zabljak. Le chroniqueur de *Vreme* écrivait alors : « *que tous nos regards soient maintenant tournés vers le Monténégro en dit long sur la déchéance de la Serbie* ». *Monitor*, publié dans la plus petite des Républiques yougoslaves a été le précurseur d'un Monténégro qui tente aujourd'hui de survivre à l'épreuve de force imposée par Belgrade.

Jean-Arnault Dérens est journaliste au Monténégro. Il collabore au Monde Diplomatique et est rédacteur en chef du site Le Courrier des Balkans.

Liens Sites

- *Monitor* est disponible sur internet : <http://www.Monitor.cg.yu>

- L'agence de presse monténégrine indépendante Montena fax, proche de *Monitor*, est également une source de renseignements : **<http://www.montena-fax.com>**
- Le Courrier des Balkans traduit en langue française les articles de *Monitor* : **<http://bok.net/balkans/>**
- Un panorama complet de la presse monténégrine est offert sur la page d'accueil du provider monténégrin : **<http://www.cg.yu>**